



Mercredi 25 février 2015

Nos émissions Débat Gouvernance Diaspora Parole aux auditeurs Justice Economie Jeunesse société Culture Santé Environnement Feuilleton Emission mus

[Accueil](#) → [Interview](#) → « Le ministre a démontré qu'il est farouchement opposé à la réunification du parti FNL », dit Agathon (...)**Actualité thématique****Economie**

Turkish Airline au Burundi bientôt

En International

Trois ans de prison avec sursis suite à l'ivoire achetée au Burundi

Environnement

Parc de Ruvubu/Des millions de Fr. Bu perdus en plein forêt

Justice/Droits de l'homme

Attaques de Cibitoke : Une famille reconnaît son fils « victime d'exécution »

Nouvelles de l'EAC

Margaret Zziwa destitué pour faute, abus de pouvoir

Politique

3ème mandat : affaire burundo- burundaise

Sécurité

Nord du Burundi/Psychose liée aux futures élections

Société

Célébration de la libération de Bob Rugurika à Bujumbura

Sport et culture

Après N. John, Mkombozi aussi sous menace

Nos émissions**Culture**

Ca umugani gacamugani, 29 nzero 2015

Débat

Ku nama, 22 ruhuhuma 2015

Diaspora

Karadiridimba, 22 ruhuhuma 2015

Economie

Umuyange, 16 ruhuhuma 2015

« Le ministre a démontré qu'il est farouchement opposé à la réunification du parti FNL », dit Agathon Rwasa

Par: Bernard Bankukira , samedi 7 février 2015 à 12 : 05 : 31



Agathon Rwasa, leader historique des Forces Nationales de Libération, FNL, un parti issu de l'ancien Parti pour la Libération du Peuple Hutu, PALIPEHUTU, a été le premier homme politique à annoncer sa candidature pour les élections de 2015. Mais, le pouvoir du CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie) ne semble pas lui accorder l'accès au terrain après que le ministre de

l'intérieur lui a interdit tout mouvement à travers le pays, ne fus que pour pouvoir rencontrer ses adeptes. Entre-temps, Agathon Rwasa se reconnaît comme Président du FNL. Plusieurs membres du FNL à travers le pays reconnaissent Agathon Rwasa comme Président de leur parti, alors que le ministre de l'intérieur, Edouard Nduwimana, l'homme accusé de s'ingérer dans le fonctionnement des partis politiques pouvant constituer un obstacle au CNDD-FDD, pour les diviser, reconnaît Jacques Bigirimana comme président du FNL légalement reconnu à la suite d'un pseudo-congrès du FNL tenu en aout 2010. Jacques Bigirimana est accusé d'être objet de manipulation du pouvoir afin de contrecarrer Agathon Rwasa. Mais celui-ci affirme garder autour de lui la quasi-totalité des membres du FNL. Par conséquent, ses membres sont victimes d'un harcèlement qui s'observe à travers plusieurs coins du pays.

Récemment, Agathon Rwasa et Charles Nditije, qui se réclament respectivement présidents du FNL et de l'Uprona, ont formé une coalition que plus d'un trouvait improbable, le RANAC - DUSHAYURE UBURUNDI BWOGORORE (Rassemblement National pour le Changement), une coalition ayant peu de chance d'être agréée par le ministre de l'intérieur. Dans une entrevue avec **Bernard Bankukira** de la Radio Isanganiro, Agathon Rwasa appelle les Burundais, à travers les élections, à se préparer pour doter au Burundi d'institutions capables d'oeuvrer pour l'intérêt de tout le monde.

R.Isanganiro : Comment évaluez-vous la situation politico-sociale du Burundi pour le moment ?

Agathon Rwasa (Rwasa) : Pour moi, la situation est catastrophique. Dès le début de l'année 2014 jusqu'à ce jour, la situation politique n'a pas tellement évolué. On connaît le coup qu'on a assaini à l'Uprona. Contrairement aux attentes de beaucoup pour la réunification, le ministère de l'intérieur a plutôt fait de son mieux pour diviser davantage ce parti et on a même vu que le Président de la République a plutôt joué le jeu du ministre de l'intérieur pour chasser le 1er vice-président qui tentait de ramener l'ordre dans l'appareil gouvernementale. Ce n'est pas seulement que l'Uprona, même notre parti FNL, n'a pas réussi à se réunifier. La tendance de consacrer le monopartisme de fait est toujours une réalité pour le CNDD-FDD, à tel enseigne même qu'au chapitre actuel de la préparation des élections, l'enrôlement a plutôt était une catastrophe, avec des irrégularités sans nom.

Qu'à cela ne tienne, on peut quand-même souligner qu'il y a un éveil au sein de la population burundaise même s'il y a une peur, même si les droits fondamentaux des citoyens sont violés. Souvenez-vous de la peur panique qui a frappé le gouvernement quand la société civile a appelé à manifester au cas où leurs doléances n'étaient pas entendues. La mobilisation des forces de sécurité pour écraser quiconque oserait manifester son mécontentement est une violation grave de la constitution du Burundi qui reconnaît ce droit.

Sur le plan social, le pays est gangrené par un détournement des fonds et une corruption, qui sont devenus monnaie courante, bref le bilan est négatif

Dans la même rubrique

« La population que nous servons accueille favorablement le travail de la CNTB », dit Msgr Bambonanire

Interview avec la ministre Odette Kayitesi

Un jeune entraîneur plein de talents

La carrière professionnelle du footballeur Saidi NTIBAZONKIZA

Yussuf Miradji de la R. Isanganiro agressé par des gens du pouvoir

Manassé, le député éternel combattant : MARTYR DE LA BONNE GOUVERNANCE, JE SUIS PRET

Les plus populaires

« Le ministre a démontré qu'il est farouchement opposé à la réunification du parti FNL », dit Agathon Rwasa, (popularité : 6 %)

« La population que nous servons accueille favorablement le travail de la CNTB », dit Msgr Bambonanire, (popularité : 1 %)

Un jeune entraîneur plein de talents, (popularité : 1 %)

Yussuf Miradji de la R. Isanganiro agressé par des gens du pouvoir, (popularité : 1 %)

La carrière professionnelle du footballeur Saidi NTIBAZONKIZA, (popularité : 1 %)



Interview avec la
ministre Odette Kayitesi,
(popularité : 1 %)



Manassé, le député
éternel combattant : MARTYR
DE LA BONNE GOUVERNANCE,
JE SUIS PRET ,(popularité : 1
%)

Emissions musicales

Umudiho wa reggae, 18
ruhuma 2015

Environnement

Tahura utahuze abandi,
18 ruhuma 2015

**Feuilleton
radiophonique**

Murikira ukuri, 18
ruhuma 2015

Gouvernance

Kebuka wibaze, 30
nzero 2014

Jeunesse

Forum jeune, 23
février 2015

Justice

Akahise
kadasorongoye, 19
ruhuma 2015

**Parole aux
auditeurs**

gira ico ushikirije, 20
ruhuma 2015

Santé

Kansonga nokamenya,
24 ruhuma 2015

Société

Umwana si uwumwe, 22
ruhuma 2015

sur tous les plans.

R.I : Quelles sont, d'après vous, les principales questions qui divisent la classe politique burundaise ?

Rwasa : La grande question qui divise la classe politique burundaise n'est autre que cette confusion entre le pouvoir et l'accès au trésor. La classe politique burundaise est beaucoup plus attirée par l'appât du gain sans se soucier d'organiser la société pour s'auto-promouvoir. Nous devons nécessairement changer de mentalité afin de comprendre que la politique est l'art d'aider notre pays à se relever et non pas d'élever quelques gens malhonnêtes au-dessus des gens intègres. Nous sommes alors confrontés à cette situation de fait où les gens s'embarquent en politique uniquement pour des visées purement personnelles, menant le pays à être dirigé comme un bateau sans capitaine. On entend des gens qui se disent serviteurs de Dieu mais qui tordent les coudes à des citoyens honnêtes qui ne réclament que leurs droits, des gens qui pèsent sur l'appareil judiciaire au point que personnes n'a plus confiance en cet appareil-là, des gens qui protègent les spoliateurs des deniers publics, des gens qui s'enrichissent malhonnêtement....

R.I : Voulez-vous finalement dire qu'il y a un vol organisé ?

Rwasa : C'est plus pire qu'un vol ! Tenez ! A l'exemple de Muyinga, on exploite de l'or. Selon certaines statistiques, on aurait exporté de l'or à plus de 130 millions de dollars, mais quelque part dans cette province à l'école fondamentale, on étudie sous l'arbre et toute cette richesse a été vendue sans qu'aucun sous ne tombe dans les caisses de l'Etat. C'est quel genre de citoyenneté dont on nous parle maintenant ? On veut que les gens soient des saints alors que l'autorité n'est qu'un mercenaire !

R.I : En 2013, vous avez mis en place une feuille de route vers les élections de 2015, quelle lecture en faites-vous ?

Rwasa : Avec cette feuille de route, on pensait qu'on allait décoller. Malheureusement, le pouvoir du CNDD-FDD veut faire cavalier seul, veut consacrer un monopartisme de fait, ce qui handicape tout. Si nous partons du contexte à l'origine de cette feuille de route, souvenez-vous qu'il y avait absence de dialogue entre l'opposition et le pouvoir et tout le monde craignait que le Burundi allait sombrer et la communauté internationale, par le BNUB et les autres partenaires, a organisé cette rencontre du mois de mars 2013 qui a généré la feuille de route qui contenait vraiment des clauses donnant espoir. Mais le pouvoir, à travers le ministère de l'intérieur a tout pris pour saboter cette feuille de route. Maintenant, nous sommes dans une controverse par rapport aux élections où on soupçonne déjà une fraude massive, dans un environnement politique toujours délétère et le CNDD-FDD faisant tout pour monopoliser le terrain. En quelque sorte le CNDD-FDD veut prendre le Burundi en otage....

R.I : Vous dites que vous êtes toujours Président du Parti FNL, Jacques Bigirimana, lui, est reconnu par le ministre de l'intérieur comme président du FNL ? N'est pas un paradoxe ou une contradiction ?

Rwasa : La nature de la politique au Burundi a été pervertie par le régime actuel. C'est un régime qui ne veut pas de concurrents, un régime qui ne comprend rien à la démocratie mais qui se dit le plus démocrate qui soit et c'est pour cette raison qu'on a des divisions ici et là, des dirigeants de partis qui sont imposés tel le FNL, et j'en passe. Alors paradoxe ou pas, la réalité est bel et bien là quand bien-même triste. Un parti politique n'est pas son chef, c'est plutôt les militants. Ce Bigirimana et ses complices, avec la bénédiction du pouvoir, ont cherché à usurper la responsabilité du parti et placer le parti sous la houlette du CNDD-FDD. Mais combien ont-ils suivi ce mouvement, je pense qu'on peut les compter au bout des doigts. La majorité des militants et sympathisants, les responsables à divers niveaux du parti sont restés avec moi, et nous sommes toujours là dans notre calvaire à notre façon où de la façon du pouvoir, et nous tenons bon. Nous sommes toujours des FNL car ce n'est pas le ministre de l'intérieur qui dicte qui est FNL ou qui ne l'est pas. S'il est content avec Jacques Bigirimana, tant mieux mais nous aussi nous sommes du FNL et nous sommes indépendants du ministre de l'intérieur.

R.I : Exactement une question est toujours aux lèvres : les FNL ont été malmenés partout depuis 2010 surtout, Bigirimana fait tout mais les FNL n'abandonnent pas Agathon Rwasa, quel est le secret de Rwasa pour les maintenir à ses côtés ?

Rwasa : Non, Rwasa n'a pas de secret (petit silence) ! Moi je n'ai pas de secret ! Sachez une chose, le FNL est un parti qui est né en 1980 et qui a connu tous les assauts des régimes de Bujumbura. Ce n'est pas un parti qui est né pour caresser le chat dans le sens du poil, mais un parti né pour combattre les injustices dont se font champions les différents régimes de Bujumbura. Alors ceux qui sont imprégnés de cette idéal d'une justice pour tous, véritable source de la paix durable au Burundi, ceux-là qui comprennent les enjeux ne peuvent pas se laisser mener par des aventuriers à ce fait d'argent. Ceux qui croient qu'un Burundi géré pour tous les Burundais est possible, un Burundi où il n'y a personne qui se met au-dessus des autres uniquement parce qu'il est de telle ethnie ou de telle religion, où de n'importe quelle forme d'identification, ceux-là sont confiants et conscients qu'un jour ou l'autre, mine de rien cette aventure prendra fin. Le message est que seule une gestion saine pourra aider le Burundi à se relever.

R.I : Vous accusez le ministre de l'intérieur de s'ingérer au sein des partis politiques pour les diviser, mais récemment nous avons vu l'UPD qui s'est réuni, peut-on espérer que le FNL peut emboîter le pas dans quelques jours, avant les élections ?

Rwasa : La réunification du FNL est une problématique beaucoup plus complexe que le reste. D'aucun ignore qu'en 2010 n'eût-été les tricheries, le CNDD-FDD n'allait pas se mesurer au FNL. Raison pour laquelle le CNDD-FDD s'est hâté à asséner un coup à notre formation politique. Je dis que c'est

beaucoup plus complexe parce que c'est juste récemment que j'ai reçu une lettre émanant du ministre de l'intérieur, me calomniant de m'inscrire en faux contre la feuille de route, que je serais entrain de saper le climat propice aux bonnes élections, que j'usurpe les insignes de leur FNL légalisé, me disant que je dois retirer des cartes, du matériel de campagne, je ne sais quoi encore, et que cela a été fait suite aux plaintes de Bigirimana et consorts. Moi je dis que quelque part, le ministre a démontré noir sur blanc qu'il est farouchement opposé à la réunification du parti FNL. Et Jacques a manifesté encore une fois qu'il est objet de manipulation de ce pouvoir. Quand le ministre me somme de faire ceci ou cela suite aux plaintes qu'il a reçues alors que ces plaintes ne m'ont pas été transmises pour que je sache sur quoi on se plaint, que signifie cela ? Deuxièmement, cela n'est qu'un pur montage parce que le ministre évoque une feuille de route de mars 2014 alors que la feuille de route que moi je connais date de mars 2013, une feuille de route qui recommande la réunification des partis politiques. Mais le ministre de l'intérieur, combien de coups a-t-il infligés contre cette réunification ? Il a ordonné à tous les gouverneurs et à tous les administrateurs communaux de tout faire pour m'empêcher tout mouvement sur le territoire burundais. De surcroît, il a écrit à ces organes là sans même me donner copie. Je trouve très aberrant et superflu quand il me demande de retirer des cartes ou du matériel de propagande comportant des signes du FNL de Bigirimana et de Nduwimana. La dernière carte que j'ai délivrée e à un membre du FNL date de juin 2010 avant que je m'éclipse. De quel droit irais-je alors demander aux gens de remettre leurs cartes ? Et puis, je n'utilise pas les insignes de Bigirimana, je ne connais rien d'ailleurs des insignes qu'il utilise. Je n'ai rien usurpé à Bigirimana parce que je ne connais même pas sa permanence, je n'ai jamais été dans son bureau que je ne connais même pas. Plutôt, je trouve que c'est une façon déguisée de préparer l'opinion au pire parce que je ne doute pas qu'il voudrait rééditer la chasse à l'homme comme ils l'ont fait entre 2010 et 2013.

R.I : Peut-être pense-t-il que quand vous êtes parti en 2010, vous avez tout pris, inclus le cachet et tous les autres insignes du parti.

Rwasa : Ecoute ! Si je serais parti avec ça, cela signifie que Jacques n'a jamais utilisé ce que j'ai utilisé. Ceci dit, je ne peux pas utiliser ce qu'utilise Bigirimana. Mais je dois dire une chose : Jacques Bigirimana a vandalisé tout ce qui était à la permanence avec l'appui du gouvernement. Ce serait anormal maintenant qu'ils cherchent à me traiter comme une brebis égarée, disant que j'ai usurpé quoi que ce soit à leur soi-disant parti.

Ceci dit, le CNDD-FDD et ses satellites devraient quand-même se rendre à l'évidence et savoir qu'ils ont desservi et démerité et que le peuple ne veut plus d'eux. Démocratie oblige. Si la population veut changer les choses à travers les urnes, ils n'ont qu'à se préparer conséquemment aux élections et non chercher à ennuyer les gens inutilement.

R.I : Monsieur Agathon Rwasa, en peu de mots si je vous comprends bien, la réunification reste toujours impossible avant les élections !

Rwasa : Tenez ! On n'est pas né pour être pessimiste. Moindre soit-il, on garde un optimisme. C'est donc dire que la réunification est possible, mais tout dépend de la disponibilité des parties au conflit, si je peux l'appeler ainsi. Mais l'attitude de Jacques Bigirimana, qui est sous la houlette du CNDD-FDD, ne va pas dans ce sens-là. Quand il dit qu'il ouvre les portes, mais les avaient-ils fermées ? Si les gens n'avaient pas accouru vers lui en 2010, qu'est-ce qui a changé pour qu'en 2015 on courre vers lui ? Plutôt s'il comprend la dynamique politique au Burundi, il devait adopter une attitude humble et accepter qu'un congrès de réunification soit organisé ensemble, et c'est ce congrès qui doterait au parti d'institutions consenties et qui pourrait être reconnues par tous les militants. Ce qu'ils ont fait en 2010, ce pseudo congrès d'août 2010 financé par le service national des renseignements, n'est qu'une honte à la démocratie et même à l'idéologie du parti FNL parce que ce n'est pas un parti qui doit être mené de l'extérieur. C'est un parti libre, et qui doit s'autogérer. C'est vrai qu'en 2010, la situation n'était pas du tout bonne et que l'un peut condamner l'autre autant qu'il pourrait, mais ce n'est pas en se lançant des invectives qu'on va réussir à asseoir l'idéologie du parti et conquérir le pouvoir d'une façon démocratique. Ils doivent donc comprendre une chose. Ce qu'ils ont fait en 2010 est une violation des règles et règlements du parti. Autre chose, le parti n'est pas les bonnes relations avec celui qui gère le pays mais c'est tout d'abord les bonnes relations avec la base. S'ils n'ont pas la base, s'ils n'ont pas les membres derrière eux, autant d'accepter notre proposition. Si nous pourrions aller à l'extrême nous leur dirions de céder la place, mais nous nous humilions et leur disons : 'oublions ce qui s'est passé, cherchons à remédier ensemble cette situation, organisons un congrès ensemble pour permettre aux membres d'élire librement leurs dirigeants. Malheureusement, ils ont peur de cela, et ils ne veulent pas l'entendre, pourquoi ? C'est à eux de répondre.

R.I : Mais le ministre dit que quand le 1/3 des membres réclame quelque chose tel qu'un congrès le ministre l'autorise. Pour éviter le vague, prenons le Bureau politique du parti FNL, avait-il réclamé le congrès aux 2/3 ? Quelle est sa position actuelle ?

Rwasa : Non ! Mais le ministre de l'intérieur est bien connu de tout le monde ! Avant même qu'il soit ministre ! Il a un passé propre à lui ! Voilà ce que je peux dire de lui sans même détailler. Juste une chose : même si on ne connaissait pas le droit, tout le monde connaît ce qu'une majorité et une minorité. Si 3 sur 64 membres du Bureau politique partent et que vous soutenez cela, quel type de démocrate êtes-vous ? Juste trois contre 61, et la situation n'a pas changé. Nos dirigeants devaient quand même penser comme au 21^e siècle et ne pas chercher à nous appliquer des histoires du Moyen-âge. Le machiavélisme a fait son époque, mais même la nation de Machiavel ne se réfère plus à Machiavel, ce qui signifie que Machiavel ne devait pas être notre maître en pensée politique. La situation telle qu'elle se présente n'est qu'une faillite de gouvernance car même au regard de la constitution, il y a notamment la réconciliation des burundais. On ne peut pas réconcilier les gens en les divisant au sein des partis politiques ou en les discriminant sur une quelconque base qui ne tient pas debout.

R.I : Vous avez déjà annoncé votre candidature pour les élections tant attendues d'ici peu, pensez-vous que le pouvoir en place acceptera votre candidature ?

Rwasa : Le problème avec de pouvoir en place est qu'il n'est pas sincère avec lui-même. Sinon, s'il dit qu'il est fort, pourquoi empêcherait-il les gens à briguer leurs candidatures ? Nous avons des millions et des millions d'électeurs et chacun a droit d'élire qui il veut, alors s'ils sont conscients que tout le monde est acquis à eux, pourquoi empêcheraient ils les autres à entrer en compétition ? Soit, ils sont conscients qu'ils déméritent, soit ils savent qu'ils prennent les gens en otage et que peut-être ces gens souhaiteraient avoir un libérateur et qu'il faut alors ne pas leur donner la chance d'avoir quelqu'un d'autre en face d'eux, mais seulement avoir le CNDD-FDD. Mais le pouvoir doit comprendre que jamais le Burundi ne sera assimilé à un parti politique, ni à une région quelconque ou une ethnie. Il devrait comprendre qu'avec nos différences, seule la complémentarité pourra bien nous aider à avancer.

R.I : Vous êtes sous le coup d'une poursuite judiciaire sur le dossier Banyamulenge, est-ce que vous ne doutez pas que cela puisse être un blocus contre votre candidature ?

On n'a pas tellement des gens illettrés qu'on ne puisse pas lire la loi telle qu'elle est écrite. Je crois qu'il y a plutôt cette façon de faire abus en tout. Moi je n'ai rien écrit dans ces lois, mais si on les lit telles qu'elles sont, il n'y a aucun blocage à ce que j'exerce mes droits civils et politiques librement comme tout le monde. Et en respectant ces lois, quand le moment viendra, s'il faudra que l'un ou l'autre comparaisse à quelque instance que ce soit, ce n'est que normal et tant que je suis certain que je ne suis responsable nullement à l'un ou l'autre dossier que l'on essaie de me coller au dos, moi j'ai toute ma tranquillité à moi. Le CNDD-FDD ne devrait pas se chercher des alibis pour écarter qui que ce soit car cela ne leur avantagera à rien. Ils nous ont écartés depuis des années, mais ont-ils réussi à faire progresser le Burundi. Le CNDD-FDD devrait s'inspirer de l'histoire. Il vient de passer 10 ans au pouvoir mais il n'a rien fait si ce n'est que croupir le pays dans la misère. Je sais qu'au sein du CNDD-FDD il y a des gens non véreux, soucieux du sens de la patrie. Ils devaient alors penser à nous rejoindre pour qu'ensemble on relève la situation à travers les urnes de 2015.

R.I : Récemment on a appris l'agrément de l'ADC-Ikibiri par le ministre de l'intérieur, qu'en est-il avec le RANAC ?

Rwasa : Bon ! Je ne serais pas dire à quand le RANAC sera agréé. Mais d'ors et déjà, je peux pressentir que ce ministre là ne serait pas prêt à accepter quelque chose où je fais partie (rire). Je doute fort qu'il soit prêt à agréer le RANAC. Mais de toute façon, nous sommes suffisamment mûr pour savoir comment contourner sa mauvaise volonté, l'essentiel est qu'on aille aux élections comme une force pouvant réellement contribuer au changement.

R.I : Est-ce que cela ne peut pas être un obstacle à la candidature du RANAC ?

Rwasa : Je ne pense pas ! Par ailleurs ce n'est pas le ministre de l'intérieur de décider qui est candidat ou qui ne l'est pas. Même cette guerre des insignes n'est pas l'affaire du ministre de l'intérieur. Ce n'est qu'une affaire de la CENI en matière électorale. Seulement, s'il veut nuire à quelqu'un, il peut évoquer ceci, cela, mais moi je reste convaincu que le RANAC est accepté par la population burundaise et elle est beaucoup plus acceptable chaque jour qui passe. Nous, nous comptons beaucoup sur la population et non sur le pouvoir du CNDD-FDD.

R.I : Le PALIPEHUTU a été créé en 1980 pour combattre le pouvoir UPRONA qui était accusé de dictature, nous sommes en 2014, bientôt 2015. Si vous comparez ces deux périodes, quelle est votre appréciation ?

Rwasa : Le Burundi n'a pas évolué. La dictature en 1980 avait sa couleur. La dictature de 2014/2015 est toujours là, implacable, mais avec une autre couleur, car la dictature d'hier n'est pas la dictature d'aujourd'hui. Mais la dictature reste dictature, peut importe la nature du dictateur.

R.I : Mais quand-même nous avons finalement cette coalition FNL-Rwasa et Uprona-Nditije, c'est étonnant !

Rwasa : Il y a des gens qui s'étonnent de la coalition FNL-UPRONA/Rwasa-Nditije, et étonnamment même ceux du CNDD-FDD ! Mais quel régime qui n'a pas combattu notre formation politique ? Tout au début on a l'Uprona qui règne en maître, avec l'armée d'alors monoethnique. Le Palipehutu est créé pour combattre ce pouvoir. Au départ à travers un combat politique, mais le pouvoir de Bujumbura, fier de son armée et ayant confiance en ses armes, n'y comprend rien et croit qu'il peut écraser tout le monde. Avec le multipartisme, notre formation soutient le Frodebu pour un changement de régime. Mais une fois arrivé au pouvoir, il nous déclare ennemi no 1 du Burundi. C'est quand-même incroyable ! Après l'assassinat du Président Ndadaye, c'est la naissance du CNDD. Se réclamant défendre la démocratie, ses combattants retournent paradoxalement leurs canons pour les pointer sur les combattants du FNL parce que pour eux, tout le monde doit adhérer de gré ou de force au CNDD, ce qui n'est pas possible. Et arrivés à Bujumbura à travers les négociations, ils déclarent qu'ils vont exterminer les FNL. Souvenez-vous des discours incendiaires du président actuel, alors ministre de la bonne gouvernance, des discours des différents honorables et porte-paroles de ce parti ; souvenez-vous des massacres des FNL à Bujumbura rural, Bubanza et ailleurs ; souvenez-vous du carnage du fameux SAFISHA ; souvenez-vous des victimes charriées par la Ruvubu pour ne citer que ceux-là ! Voilà donc que ces gens ne tolèrent que l'on puisse être avec l'Uprona (rire ironique) ! Si l'UPRONA a géré le pays et qu'à l'époque on n'a pas été satisfait de la façon dont le pays était géré, ce n'est pas avec le CNDD-FDD qui tue nos militants, qui détourne les deniers publics, qui cautionne toutes les violations et les abus que connaît le pays que nous allons soutenir. Sinon,

on aurait perdu notre temps et ça aurait été inutile de se lever contre la dictature, à l'époque de l'Uprona. Ceci dit, s'il y a le FNL et l'Uprona qui peuvent se mettre ensemble maintenant alors que les faux politiciens disaient que nous sommes deux extrémités qui ne peuvent pas s'approcher, que les gens alors comprennent qu'on est au bout du tunnel. C'est que l'acceptation des uns et des autres est bel et bien possible. C'est qu'une analyse lucide de la situation et de l'évolution politico-ethnique au Burundi démontre à suffisance, et les preuves sont bel et bien là, que le problème c'est plutôt la gouvernance et non les ethnies. La discrimination du CNDD-FDD aujourd'hui et le militantisme qui prime sur le mérite nous conduisent dans une catastrophe aujourd'hui.

R.I : A voir la situation actuelle, on observe une chasse à l'homme contre vos militants, comment expliquez-vous cela ?

Rwasa : Le pouvoir qui a peur de nous. Un pouvoir faible règne par la terreur pour respirer la peur. Et la peur, c'est l'arme des faibles. Au vu de la situation du moment, le pouvoir du CNDD-FDD a peur. De notre côté, on ne doit pas avoir peur. Plutôt il faut prendre le courage entre ses deux mains et affronter les défis qui sont devant nous pour le moment. Les hommes au pouvoir ont essayé de subtiliser le parti FNL en lui dotant un leadership qui n'a pas eu l'allégeance de tout le monde si ce n'est qu'une infime minorité de militants. On a imprimé le plan SAFISHA, on a tué des centaines de nos militants, mais cela ne nous a pas découragés. Nous avons toujours été victimes de tous les régimes depuis la création de notre mouvement en 1980. On s'acharne contre nous parce qu'ils voient que nous sommes leurs challengers. Je dis à nos militants de garder courage malgré toutes les tribulations. Un jour on arrivera au bout du tunnel et on oubliera qu'on a été persécuté. Nous sommes maintenant persécutés pour une bonne cause. D'ici quelques mois, nous allons nous débarrasser de la tyrannie et de la dictature tous azimuts du CNDD-FDD.

R.I : Quel est votre message et aux Burundais, et à la communauté internationale ?

Rwasa : Mon message est qu'il est temps que nous les Burundais prenons notre destin dans nos mains. Nous ne devons pas laisser notre pays sombrer uniquement parce qu'il y a quelques miettes qu'on peut nous jeter : un kilo de haricot, un pagne, ...non ! On ne veut pas des dirigeants cupides, on a besoin de dirigeants responsables. Les Burundais doivent comprendre que le bulletin de vote est un capital pour chaque citoyen et qu'un capital bien placé génère des intérêts alors qu'un capital mal utilisé ne conduit qu'à la banqueroute. Utilisons-le donc pour doter à notre pays d'hommes et femmes responsables à tous les niveaux. Que personne ne soit embrigadé par quelques politiciens véreux qui n'ont pas de programme et qui vont mettre en avant leur hutisme ou leur tutsisme. Comprenons que nous sommes tous citoyens burundais, pensons et agissons comme des Burundais et chacun dans son ethnie, dans sa religion, aura son intérêt. Si on a vécu plusieurs décennies sur fond de sectarisme, on a besoin de nous en dépouiller et de nous armer du patriotisme et de citoyenneté pour arriver à bon point.

Quant à la communauté internationale, je leur dirais qu'il ne faut pas soutenir l'insoutenable. Il faut décourager ces manières de faire de ce pouvoir. La communauté internationale est intervenue pour aider les Burundais à terminer la guerre. Il faut maintenant que l'on puisse consolider cet acquis là. Elle doit toujours interpellé ce régime pour lui dire qu'il y a quand-même des règles qu'il faut absolument respecter. On ne lui demande que ça. C'est à elle de savoir comment exercer sa pression pour redresser ce pouvoir et le rappeler à l'ordre. Mais, je juge que la responsabilité première nous appartient nous les Burundais. C'est à nous de décider de doter à ce pays d'institutions capables de respecter les engagements pris, de respecter la constitution et les différentes lois pour l'intérêt de tout le monde et non pour des intérêts sectaires. Et la voie la mieux indiquée, ce sont les élections, qu'on se prépare alors à doter au Burundi d'institutions capables de relever tous les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

[Twitter cet article//](#) [Partagez cet article sur Facebook](#)

1335 ont visité l'article

Votre réaction sur l'article/émission/brève..

modération a priori	
Ce forum est modéré a priori : votre contribution n'apparaîtra qu'après avoir été validée par un administrateur du site.	
Qui êtes-vous ?	
Votre nom	Votre adresse email
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Votre message	
Titre	(obligatoire)
«Le ministre a démontré qu'il est farouchement opposé à la réunification du pa	Texte de votre message
	(obligatoire)